Page web

Capture d'écran

**Emploi** 

<u>télécharger .zip</u>

signaler une erreur ou un abus

Se connecter







Pêche

Shipping

Défense

Data

Abonnez-vous

Accueil > Shipping



## Les États africains qui souhaitent taxer le carbone sous pression de l'industrie du shipping

Énergies marines

Après Djibouti en 2023, le Gabon vient de mettre en place, avec le soutien d'une fondation, un système de taxation du CO2 émis par les navires en escale, à l'instar de ce que font les pays européens. Mais, alors que l'Afrique est la première victime du réchauffement climatique et n'émet qu'un peu plus de CO2 qu'elle n'en absorbe, cette initiative ne plaît pas du tout aux associations d'armateurs.

## En continu

- 14h25 Dans le port de Brest, le bateau-porte va être déconstruit, une page historique se tourne
- 13h56 À Saint-Martin-de-Bréhal, le festival À fond la cale en folie pour sa 25e édition
- m 13h41 PRO Les États africains qui souhaitent taxer le carbone sous pression de l'industrie du shipping
- 11h35 L'ancien sous-marinier Bernard Côte est décédé à l'âge de 78 ans
- o 11h12 Notre sélection des plages à faire au coucher de soleil 6



Djibouti, dès 2023 avec le soutien de la fondation ASCR, a été pionnier dans l'initiative visant à taxer le carbone des navires en escale. | SGDT

m Le marin Thibaud TEILLARD. Publié le 02/08/2025 à 13h41

## **Dernières nominations** >



PRO L'amiral Polderman devient major général des armées, l'amiral Lapointe lui succède

Défense 30/07



PRO Le changement de chef d'état-major des armées rebat les cartes pour certains amiraux

Défense 24/07



PRO Claus Ellemann-Jensen à la tête du syndicat des manutentionnaires de Marseille-Fos

Shipping 23/07

Avant-même l'entrée en vigueur des dispositions en cours de discussion à

l'Organisation maritime internationale, les pays africains veulent appliquer, comme l'Union européenne (avec son système d'échange de quotas carbone en place pour le shipping depuis le 1er janvier 2024), le principe pollueur - payeur reconnu par l'Accord de Paris de 2015 en taxant le carbone émis par les navires. Trois pays, Djibouti depuis 2023, le Gabon depuis cet été et demain peut-être la Guinée, qui a commencé à constituer un registre mais ne collecte pas encore de taxes, ont initié la démarche. Ils sont aidés en cela par une plate-forme, ASCR, pour Africa sovereign carbon registry ou registre souverain africain du carbone, constituée notamment par un spécialiste du marché carbone, Paul Sébastien, directeur général et cofondateur de Carbon offset certification, basée en Suisse.

#### ASCR...

permet aux pays, qui n'ont pas forcément les ressources suffisantes en propre, de déployer rapidement, à partir d'un simple décret présidentiel, un outil de collecte en pouvant compter sur une infrastructure en ligne gratuite (qui se rémunère sur une part collectée auprès des armateurs).

#### Conformité aux standards internationaux

Un mécanisme de contrôle des émissions de gaz à effet de serre, intitulé Initiative souveraine carbone qui s'accompagne de la création d'un registre carbone souverain, peut être ainsi créé dans chaque pays intéressé. Il est placé sous la gouvernance de la fondation privée Africa sovereign carbon registry foundation, « créée pour garantir la bonne gouvernance des initiatives carbone souveraines et des registres carbone souverains associés, et leur conformité aux standards internationaux avec l'aide d'organismes mondialement reconnus tels Forvis Mazars et AmSpec », explique le Djiboutien Ahmed Areita Ali, secrétaire général de de la fondation. Le conseil de gouvernance de la fondation est composé de représentants des États membres (Djibouti et le Gabon pour l'instant), d'organisations internationales et d'experts indépendants.

Mais cette démarche africaine visant à mettre en place un outil de collecte en dehors de l'OMI, soutenue dans une récente tribune par l'avocate française spécialiste du droit de l'environnement Corinne Lepage, ne plaît pas du tout aux armateurs.

Tout le gratin des associations mondiales du transport maritime vient d'écrire aux présidents de Djibouti et du Gabon, Ismaïl Omar Guelleh et Brice Oligui Nguema, pour exprimer leurs inquiétudes concernant l'imposition d'une taxe carbone en Afrique. Dans ces lettres, le Bimco, le World Shipping Council (WSC) - le lobby de la ligne régulière (conteneurs et car-carriers) -, l'association des armateurs asiatiques, l'International chamber of shipping, Intercargo (armateurs vraquiers) et Intertanko (armateurs de vracs liquides) expriment leurs craintes quant à la fragmentation de la réglementation mondiale et la sécurisation juridique du dispositif. « Nous encourageons toutes les nations à concentrer leurs efforts sur l'adoption et la mise en œuvre de ce cadre mondial de tarification des gaz à effet de serre, afin de garantir l'intégrité environnementale, la prévisibilité économique et des conditions de concurrence équitables pour les échanges commerciaux », plaide Joe Kramek, le président du World shipping council pour qui « l'émergence d'une série de règles unilatérales ou régionales pourrait entraîner des conséquences économiques inégales et des changements potentiels dans les structures commerciales. »

## L'agenda du marin >

**09 sept 2025 - 14 sept 2025** Cannes yachting festival

18 sept 2025 - 19 sept 2025 Assises de la pêche et des produits de la mer

24 sept 2025 - 27 sept 2025 Monaco yacht show

## Taxe inférieure aux objectifs de l'OMI

Un rendez-vous majeur est attendu en octobre à l'OMI, où le comité de protection de l'environnement marin (MEPC n°84) doit entériner les mesures définies <u>en avril lors du MEPC83</u>. Mais selon l'ASCR la plupart des pays africains et émergents se sont abstenus (Seychelles, Égypte, Ghana, Liberia, Madagascar, Nigeria, Ouganda...) ou ont voté contre comme l'Algérie et le Maroc lors du MEPC car ils doutent que les recettes de la taxe carbone mondiale leur reviendront bien.

Si l'OMI travaille sur une taxe carbone mondiale sur le maritime à un tarif autour de 100 dollars la tonne de CO<sub>2</sub>, bien supérieur aux 17 dollars pratiqués à Djibouti et au Gabon, cette taxe serait collectée par un fonds (IMO Fund) géré par l'industrie. Les pays africains redoutent de ne jamais en voir la couleur alors qu'ils sont les premiers exposés au réchauffement climatique et des émetteurs de carbone très modestes à l'échelle mondiale.

Shipping

Afrique

Décarbonation

## Le top articles sur : Shipping



PRO CMA CGM prépare une commande de six porte-conteneurs de plus de 20 000 EVP

Shipping 01/08



PRO En escale à Marseille, l'« Explora II » présente une nouvelle

vision du luxe en mer



Le syndicat autonome de marins Sammm confirme son implantation chez Corsica linea

Shipping 31/07



CMA CGM investit dans une solution innovante contre les fuites de méthane

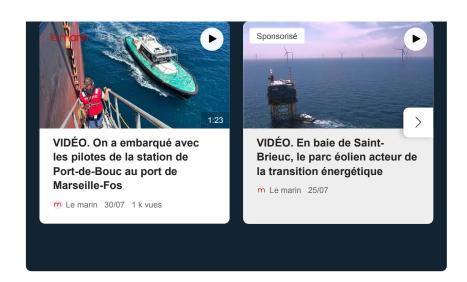
Shipping 31/07



Un Français sur la liste des nouvelles sanctions américaines contre un empire maritime iranien

Shipping 31/07

L'actualité maritime en vidéos >



## Offres d'emploi >

#### Guide Embarqué (H/F)

LES VEDETTES DE L ODET

- Saisonnier
- ⊕ Bénodet

# Gestionnaire Importation Transport Maritime H/F PAGE PERSONNEL

- CDI

### Metallier Naval (H/F)

INTERACTION CHERBOURG

- 1ntérim
- € Horaire, de 12 € à 14 €

#### CDD Mainteneur des ouvrages portuaires (H/F) REGION HAUTS DE FRANCE

- CDD
- Boulogne-sur-Mer

#### PILOTE BATEAU (H/F)

CRIT

- 1ntérim
- Nice
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
   ■
- € Horaire, de 12 € à 12 €

#### Monteur Mécanique Itinérant H/F

PAGE PERSONNEL

- CDI
- Strasbourg

# Agent de Transit Maritime (H/F)

TALENTS ADV & SUPPLY

- CDI
- Seine-Saint-Denis
- € Annuel, de 30 000 € à 40 000

# Superviseur de sous traitance Naval (H/F)

INTERACTION CELTIC LORIENT

- Intérim
- Morbihan
- € Horaire, de 17 € à 19 €

Voir toutes les offres

Suivez-nous f  $\gtrsim$  in

Newsletter Le mar ok

SITES D'ACTUALITÉ

QED\/ICEQ

Tous les services

SHOPPING

Ouest-France

Presse Océan

Appli Android Ouest-France

Appli iOS Ouest-France Courrier de l'Ouest

Le Maine-libre
Autres sites du groupe

Contactez-nous
FAQ
Publicité

Mon compte

Demande d'archives Rejoignez-nous

Ouest-France Solidarité

Archives du site Égalité professionnelle

Modifier mes choix de cookies

Gérer le service Utiq

Comparateur
Guide d'achat
Enseignes locales
Bons Plans Cdiscount

Bons Plans Canal+

Mentions légales | Cookies | Données personnelles | CGU | Modifier mes choix de cookies | Contact | Conditions générales de vente | FAQ